



CONVENTION en exécution de l'article 22, 1^{er} alinéa, point 2, de l'ordonnance du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2021

ENTRE

LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

représentée par

le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux; Bernard CLERFAYT,

dénommée ci-après « La Région »

ET

La commune de MOLENBEEK-SAINT-JEAN

représentée par la Bourgmestre, Mme Catherine MOUREAUX, et le secrétaire communal, Mr Jacques DE WINNE ;

ci-après dénommée "le bénéficiaire"

IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition d'une subvention de la Région d'un montant de 41.400,00 € pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14/11/20 accordant une subvention pour l'organisation d'un atelier de pédagogie personnalisé au sein de son CPAS en application de l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année 2021.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiante peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2 : Durée

La convention porte sur la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les dépenses doivent être effectuées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021.

Article 3 : Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;*
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;*
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;*
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.*

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subsides octroyés.

Article 4 : Modalités de liquidation

La subvention de 41.400,00 € sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de 37.260,00 € (soit 90 % du subside) sera libérée après réception d'une déclaration de créance et de la convention entre la Région et la commune dûment signée ;
- le solde sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans un délai de 30 jours calendriers à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

La commune s'engage à reverser dans les 30 jours calendriers de leur réception l'avance ou le solde destinés au CPAS et transmettra dans le délai de 15 jours calendriers, au Service Public Régional de Bruxelles, Direction des Initiatives subventionnées, la preuve des versements.

Les envois se feront exclusivement à adresse suivante : pouvoirs-locaux@sprb.brussels

En l'absence d'une telle preuve, la Région pourra réclamer le remboursement du montant accordé.

Article 5 : Déclaration de créance

La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé directement sous format PDF à invoice@sprb.brussels

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

Le bénéficiaire utilisera uniquement la déclaration de créance qui lui sera transmise par l'administration.

Ce document doit être daté et signé par une personne habilitée à engager le bénéficiaire. Le courrier de notification du montant accordé sera joint dans un même envoi PDF.

Article 6 : Liste et présentation des pièces justificatives

Les pièces justificatives doivent être introduites pour le 25 mars 2022 au plus tard au Service Public Régional de Bruxelles, Direction des Initiatives subventionnées.

Les envois se feront exclusivement à adresse suivante : pouvoirs-locaux@sprb.brussels

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité.

Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus (sauf en cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure appréciée par la Direction des Initiatives subventionnées).

Liste des pièces justificatives :

Les **frais de personnel** comprennent les frais de traitements ou subventions-traitements des enseignants.

Les **frais de fonctionnement** comprennent les frais d'achats de matériel (équipement informatique, matériel didactique, frais de mobilier).

Cette liste n'est pas exhaustive. D'autres frais éventuels peuvent être acceptés. Il convient de demander l'autorisation de Bruxelles Pouvoirs Locaux pour tout frais non repris dans ces exemples.

Le bénéficiaire doit mettre en place des actions spécifiques pour garantir que l'atelier pédagogique profite autant aux hommes qu'aux femmes, soient accessibles et adaptés aux personnes handicapées et adaptées aux spécificités des personnes d'origine étrangère.

La manière dont ces exigences ont été prises en compte devra faire l'objet d'une explication dans un rapport d'activités joint aux pièces justificatives.

Présentation des pièces justificatives :

Tous les frais afférents aux moyens de fonctionnement doivent être repris dans un tableau récapitulatif mentionnant, de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses qui doivent avoir lieu durant la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Le tableau récapitulatif se terminera par un total et sera daté et signé par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Pour chaque dépense, une copie de la facture doit être fournie. Il doit clairement ressortir des factures que les frais sont directement liés à l'objectif concerné pour lequel le subside est accordé. Autrement dit, chaque facture doit pouvoir être clairement rattachée à au projet subsidié..

La date de facturation doit correspondre à la période du subside, à savoir du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, et la facture doit être adressée au bénéficiaire.

Une preuve de paiement sera également jointe (extraits de compte bancaire ou tout autre forme de preuve de paiement).

Lorsqu'une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires sera également reprise.

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

Article 7 : Réclamations

Si après contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le bénéficiaire recevra une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 30 jours, une déclaration de créance de ce montant. A compter de la réception de la lettre, le bénéficiaire dispose

d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le bénéficiaire.

Article 8 : Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Service Public Régional de Bruxelles
Bruxelles Pouvoirs Locaux
Direction des Initiatives subventionnées
pouvoirs-locaux@sprb.brussels

2. Pour le Bénéficiaire

Au collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Fait à Bruxelles en deux exemplaires, le

Pour la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**,

Le Ministre du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,



Bernard CLERFAYT

Pour la **Commune** ,

La Bourgmestre,

le secrétaire communal,

Mme Catherine MOUREAUX

Mr Jacques DE WINNE



CONVENTION en exécution de l'article 22, 1^{er} alinéa, point 2, de l'ordonnance du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2021

ENTRE

LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

représentée par

le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux; **Bernard CLERFAYT**

dénommée ci-après « La Région »

ET

La commune de **MOLENBEEK-SAINT-JEAN**

représentée par la Bourgmestre , Mme Catherine MOUREAUX, et le secrétaire communal, Mr Jacques DE WINNE ;

ci-après dénommée "le bénéficiaire"

IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition d'une subvention de la Région d'un montant de 41.400,00 € pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14/10/21 accordant une subvention pour l'organisation d'un atelier de pédagogie personnalisé au sein de son CPAS en application de l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année 2021.

En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention.

En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, l'autorité subsidiaire peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

Article 2 : Durée

La convention porte sur la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les dépenses doivent être effectuées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021.

Article 3 : Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale dès qu'il est question d'une subvention.

Ces articles sont reproduits *in extenso* ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;*
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;*
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;*
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.*

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subsides octroyés.

Article 4 : Modalités de liquidation

La subvention de 41.400,00 € sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche de 37.260,00 € (soit 90 % du subside) sera libérée après réception d'une déclaration de créance et de la convention entre la Région et la commune dûment signée ;
- le solde sera liquidé après réception et analyse des pièces justificatives. Une fois réalisée la vérification desdites pièces, le bénéficiaire sera invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans un délai de 30 jours calendriers à compter de la réception de l'invitation, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé suite au contrôle.

La commune s'engage à reverser dans les 30 jours calendriers de leur réception l'avance ou le solde destinés au CPAS et transmettra dans le délai de 15 jours calendriers, au Service Public Régional de Bruxelles, Direction des Initiatives subventionnées, la preuve des versements.

Les envois se feront exclusivement à adresse suivante : pouvoirs-locaux@sprb.brussels

En l'absence d'une telle preuve, la Région pourra réclamer le remboursement du montant accordé.

Article 5 : Déclaration de créance

La demande de paiement se fait sous la forme d'une « déclaration de créance » dont l'original est adressé directement sous format PDF à invoice@sprb.brussels

Cette déclaration doit mentionner impérativement les éléments suivants :

- le motif du paiement ;
- le montant demandé en paiement (pour le solde, le montant final octroyé) ;
- le numéro du visa d'engagement fourni par l'Administration ;
- le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé.

Le bénéficiaire utilisera uniquement la déclaration de créance qui lui sera transmise par l'administration.

Ce document doit être daté et signé par une personne habilitée à engager le bénéficiaire. Le courrier de notification du montant accordé sera joint dans un même envoi PDF.

Article 6 : Liste et présentation des pièces justificatives

Les pièces justificatives doivent être introduites pour le 25 mars 2022 au plus tard au Service Public Régional de Bruxelles, Direction des Initiatives subventionnées.

Les envois se feront exclusivement à adresse suivante : pouvoirs-locaux@sprb.brussels

Le bénéficiaire veillera à ce que le dossier complet soit déposé en une fois et dans son intégralité.

Aucune pièce supplémentaire ne sera acceptée après la date mentionnée ci-dessus (sauf en cas de circonstances exceptionnelles ou de force majeure appréciée par la Direction des Initiatives subventionnées).

Liste des pièces justificatives :

Les **frais de personnel** comprennent les frais de traitements ou subventions-traitements des enseignants.

Les **frais de fonctionnement** comprennent les frais d'achats de matériel (équipement informatique, matériel didactique, frais de mobilier).

Cette liste n'est pas exhaustive. D'autres frais éventuels peuvent être acceptés. Il convient de demander l'autorisation de Bruxelles Pouvoirs Locaux pour tout frais non repris dans ces exemples.

Le bénéficiaire doit mettre en place des actions spécifiques pour garantir que l'atelier pédagogique profite autant aux hommes qu'aux femmes, soient accessibles et adaptés aux personnes handicapées et adaptées aux spécificités des personnes d'origine étrangère.

La manière dont ces exigences ont été prises en compte devra faire l'objet d'une explication dans un rapport d'activités joint aux pièces justificatives.

Présentation des pièces justificatives :

Tous les frais afférents aux moyens de fonctionnement doivent être repris dans un tableau récapitulatif mentionnant, de façon chronologique et numérotée, les différentes dépenses qui doivent avoir lieu durant la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Le tableau récapitulatif se terminera par un total et sera daté et signé par une personne habilitée à engager le bénéficiaire.

Pour chaque dépense, une copie de la facture doit être fournie. Il doit clairement ressortir des factures que les frais sont directement liés à l'objectif concerné pour lequel le subside est accordé. Autrement dit, chaque facture doit pouvoir être clairement reliée à au projet subsidié..

La date de facturation doit correspondre à la période du subside, à savoir du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021, et la facture doit être adressée au bénéficiaire.

Une preuve de paiement sera également jointe (extraits de compte bancaire ou tout autre forme de preuve de paiement).

Lorsqu'une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires sera également reprise.

Le contrôle des pièces justificatives par le service administratif gestionnaire doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation des actions telles que prévues par la présente convention.

Article 7 : Réclamations

Si après contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention ne sera liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés.

En tout état de cause, au terme du contrôle du dossier justificatif, le bénéficiaire recevra une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 30 jours, une déclaration de créance de ce montant. A compter de la réception de la lettre, le bénéficiaire dispose

d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés.

L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le bénéficiaire.

Article 8 : Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. Pour la Région

Service Public Régional de Bruxelles

Bruxelles Pouvoirs Locaux

Direction des Initiatives subventionnées

pouvoirs-locaux@sprb.brussels

2. Pour le Bénéficiaire

Au collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Fait à Bruxelles en deux exemplaires, le

Pour la **RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**,

Le Ministre du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,



Bernard CLERFAYT

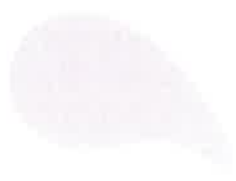
Pour la **Commune** ,

La Bourgmestre,

le secrétaire communal,

Mme Catherine MOUREAUX

Mr Jacques DE WINNE





BRUSSEL PLAATSELIJKE BESTUREN

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

OVEREENKOMST in toepassing van artikel 22, alinéa 1, punt 2, van de ordonnantie van xx houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingstjaar 2021

TUSSEN

het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

vertegenwoordigd door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Bernard CLERFAYT;

hierna "het Gewest" genoemd

EN

de gemeente van **SINT-JANS-MOLENBEEK**

vertegenwoordigd door de Burgemeester, Mevrouw Catherine MOUREAUX en de gemeentesecretaris, de Heer Jacques DE WINNE,

hierna "de begunstigde genoemd"

OVER HET VOLGENDE:

Artikel 1 : Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt de modaliteiten voor het ter beschikking stellen aan de begunstigde van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten belope van € 41.400,00 overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14/10/2021 tot toekenning van een subsidie voor de organisatie van een pedagogische workshop op maat bij haar OCMW in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het jaar 2021.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan de subsidiërende overheid beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te eisen.

Artikel 2 : Duur

De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2021 tot 31 december 2021

De uitgaven moeten plaatsvinden tussen 1 januari 2021 en 31 december 2021.

Artikel 3 : Controle van de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.
Deze artikelen worden hieronder *in extenso* weergegeven:

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;*
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;*
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;*
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.*

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Er moet tevens aan worden herinnerd dat het Rekenhof het recht heeft een controle uit te voeren op de ~~aanwending van de toegekende subsidies.~~

Artikel 4: Regels voor de uitbetaling

De subsidie van € 41.400,00 zal in twee schijven worden uitbetaald:

- een eerste schijf van € 37.260,00 (hetzij 90% van het subsidiebedrag) zal worden betaald na ontvangst van een schuldvordering en van de naar behoren ondertekende overeenkomst tussen het Gewest en de gemeente;
- het saldo zal worden betaald na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Zodra deze stukken geverifieerd zijn, zal de bevoegde ordonnateur de begunstigde verzoeken om hem, binnen een termijn van 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoek, een schuldvordering te zenden met het eindbedrag dat hem na de controle zal worden toegekend. De gemeente verbindt zich ertoe het voor het OCMW bestemde voorschot of saldo binnen 30 kalenderdagen na ontvangst ervan door te storten en het bewijs van deze storting binnen 15 kalenderdagen te bezorgen aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Directie Gesubsidieerde Initiatieven.

De verzendingen worden uitsluitend naar het volgende adres verstuurd: plaatselijke-besturen@gob.brussels

Bij gebrek aan dergelijk bewijs, kan het Gewest de terugbetaling van het betrokken bedrag vorderen.

Artikel 5 : Betalingsaanvraag

De betalingsaanvraag dient te gebeuren in de vorm van een "schuldvordering" waarvan het origineel in PDF- formaat rechtstreeks gericht moet worden aan invoice@gob.brussels.

Deze schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden :

- de betalingsreden ;
- het gevraagde te betalen bedrag (voor het saldo, het toegekende eindbedrag);
- het visumnummer voor de vastlegging, verstrekt door de Administratie;
- het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort.

De begunstigde zal uitsluitend de schuldvordering gebruiken die hem door de administratie wordt overgemaakt.

Het document moet gedateerd en ondertekend worden door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden. De brief met de kennisgeving van het toegekend bedrag moet bij deze PDF verzending worden toegevoegd.

Artikel 6 : Lijst van de bewijsstukken

De verantwoordingsstukken moeten uiterlijk op 25 maart 2022 ingediend worden bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen, Directie Gesubsidieerde initiatieven.

De zending wordt uitsluitend naar het volgende adres verstuurd: plaatselijke-besturen@gob.brussels

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend. Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum (tenzij bij uitzonderlijke omstandigheden en met de toestemming van de Directie Gesubsidieerde initiatieven).

Lijst van de verantwoordingsstukken :

De personeelskosten omvatten de lonen of de loonsubsidies voor de lesgevers.

De werkingskosten omvatten de aankoopkosten voor materiaal (informatica-uitrusting, didactisch materiaal, meubilair).

Deze lijst is niet uitputtend. Ook andere eventuele kosten kunnen aanvaard worden. Voor kosten die niet bij deze voorbeelden zijn opgesomd moet de toestemming van Brussel Plaatselijke Besturen worden gevraagd.

De begunstigden moeten specifieke acties ondernemen om te waarborgen dat de pedagogische workshops zowel mannen als vrouwen ten goede komen, dat ze toegankelijk en aangepast zijn voor personen met een handicap en dat ze aangepast zijn aan de specifieke kenmerken van personen van vreemde afkomst.

De manier waarop aan deze vereisten wordt tegemoetgekomen moet toegelicht worden in een

activiteitenverslag dat bij de verantwoordingsstukken wordt gevoegd.

Voorstelling van de verantwoordingsstukken :

Alle kosten met betrekking tot de werkingsmiddelen moeten opgenomen worden in een recapitulatieve tabel die de verschillende uitgaven, chronologisch en genummerd, vermeldt. De uitgaven moeten plaatsvinden tijdens de periode van 1 januari 2021 tot 31 december 2021.

De recapitulatieve tabel wordt met een totaal afgesloten en dient gedateerd en getekend te worden door een persoon die bevoegd is om de begunstigde te binden.

Voor elke uitgave moet een kopie van de factuur worden verstrekt. Uit de facturen moet duidelijk blijken dat de kosten rechtstreeks verband houden met de betrokken doelstelling waarvoor de subsidie werd toegekend. Of om het anders te zeggen: elke factuur moet duidelijk in verband staan met het gesubsidieerde project.

De facturatedatum moet overeenstemmen met de subsidieperiode, met name de periode van 1 januari 2021 tot 31 december 2021, en de factuur moet aan de gemeente gericht zijn.

Er moet tevens een betalingsbewijs worden toegevoegd (bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betalingsbewijs).

Indien een uitgave gesubsidieerd wordt door meerdere overheden, moet een uitsplitsing volgens subsidiërende overheid mee bezorgd worden.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Artikel 7 : Bezwaar

Indien na controle van de bewijsstukken het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken lager ligt dan het bedrag van de toegekende subsidie, zal de subsidie slechts uitbetaald worden ten belope van het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken.

In ieder geval zal elke begunstigde, na de controle van het dossier van de bewijsstukken, een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag bevestigd wordt en waarin de begunstigde, binnen de 30 dagen, uitgenodigd wordt een schuldvordering met dit bedrag over te maken. Vanaf de ontvangst van deze brief heeft de begunstigde 15 dagen tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.

Artikel 8: Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen of mededelingen ingevolge onderhavige overeenkomst moeten op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden worden:

1. Voor het Gewest

de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel
Brussel Plaatselijke Besturen
Directie Gesubsidieerde initiatieven
plaatselijke-besturen@gob.brussels

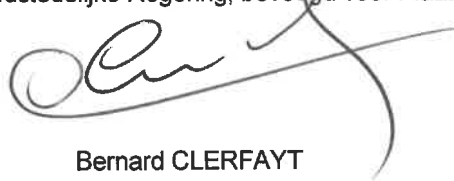
2. Voor de begunstigde

College van Burgemeester en Schepenen van de de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek

Opgesteld te Brussel in twee exemplaren, op

Voor het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen,



Bernard CLERFAYT

Voor de **gemeente** ,

de Burgemeester,

de gemeentesecretaris,

Mevrouw Catherine MOUREAUX

De Heer Jacques DE WINNE



BRUSSEL PLAATSELIJKE BESTUREN

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

OVEREENKOMST in toepassing van artikel 22, alinéa 1, punt 2, van de ordonnantie van xx houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingstjaar 2021

TUSSEN

het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

vertegenwoordigd door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Bernard CLERFAYT;

hierna "het Gewest" genoemd

EN

de gemeente van **SINT-JANS-MOLENBEEK**

vertegenwoordigd door de Burgemeester, Mevrouw Catherine MOUREAUX en de gemeentesecretaris, de Heer Jacques DE WINNE,

hierna "de begunstigde genoemd"

OVER HET VOLGENDE:

Artikel 1 : Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt de modaliteiten voor het ter beschikking stellen aan de begunstigde van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten belope van € 41.400,00 overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14/10/2021 tot toekenning van een subsidie voor de organisatie van een pedagogische workshop op maat bij haar OCMW in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het jaar 2021.

Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan niet gewijzigd, beperkt of uitgebreid worden door deze overeenkomst.

Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan de subsidiërende overheid beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling te eisen.

Artikel 2 : Duur

De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2021 tot 31 december 2021

De uitgaven moeten plaatsvinden tussen 1 januari 2021 en 31 december 2021.

Artikel 3 : Controle van de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing van zodra er sprake is van een subsidie.

Deze artikelen worden hieronder *in extenso* weergegeven:

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

- 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;*
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;*
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;*
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.*

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Er moet tevens aan worden herinnerd dat het Rekenhof het recht heeft een controle uit te voeren op de aanwending van de toegekende subsidies.

Artikel 4: Regels voor de uitbetaling

De subsidie van € 41.400,00 zal in twee schijven worden uitbetaald:

- een eerste schijf van € 37.260,00 (hetzij 90% van het subsidiebedrag) zal worden betaald na ontvangst van een schuldvordering en van de naar behoren ondertekende overeenkomst tussen het Gewest en de gemeente;
- het saldo zal worden betaald na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken. Zodra deze stukken geverifieerd zijn, zal de bevoegde ordonnateur de begunstigde verzoeken om hem, binnen een termijn van 30 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoek, een schuldvordering te zenden met het eindbedrag dat hem na de controle zal worden toegekend. De gemeente verbindt zich ertoe het voor het OCMW bestemde voorschot of saldo binnen 30 kalenderdagen na ontvangst ervan door te storten en het bewijs van deze storting binnen 15 kalenderdagen te bezorgen aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Directie Gesubsidieerde Initiatieven.

De verzendingen worden uitsluitend naar het volgende adres verstuurd: plaatselijke-besturen@gob.brussels

Bij gebrek aan dergelijk bewijs, kan het Gewest de terugbetaling van het betrokken bedrag vorderen.

Artikel 5 : Betalingsaanvraag

De betalingsaanvraag dient te gebeuren in de vorm van een "schuldvordering" waarvan het origineel in PDF- formaat rechtstreeks gericht moet worden aan invoice@gob.brussels.

Deze schuldvordering moet verplicht de volgende elementen vermelden :

- de betalingsreden ;
- het gevraagde te betalen bedrag (voor het saldo, het toegekende eindbedrag);
- het visumnummer voor de vastlegging, verstrekt door de Administratie;
- het nummer van de bankrekening waarop het bedrag moet worden gestort.

De begunstigde zal uitsluitend de schuldvordering gebruiken die hem door de administratie wordt overgemaakt.

Het document moet gedateerd en ondertekend worden door een persoon die gemachtigd is de begunstigde te binden. De brief met de kennisgeving van het toegekend bedrag moet bij deze PDF verzending worden toegevoegd.

Artikel 6 : Lijst van de bewijsstukken

De verantwoordingsstukken moeten uiterlijk op 25 maart 2022 ingediend worden bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen, Directie Gesubsidieerde initiatieven.

De zending wordt uitsluitend naar het volgende adres verstuurd: plaatselijke-besturen@gob.brussels

De begunstigde moet ervoor zorgen dat het dossier volledig en in één keer wordt ingediend. Geen enkel bijkomend stuk zal aanvaard worden na de hierbovenvermelde datum (tenzij bij uitzonderlijke omstandigheden en met de toestemming van de Directie Gesubsidieerde initiatieven).

Lijst van de verantwoordingsstukken :

De personeelskosten omvatten de lonen of de loonsubsidies voor de lesgevers.

De werkingskosten omvatten de aankoopkosten voor materiaal (informatica-uitrusting, didactisch materiaal, meubilair).

Deze lijst is niet uitputtend. Ook andere eventuele kosten kunnen aanvaard worden. Voor kosten die niet bij deze voorbeelden zijn opgesomd moet de toestemming van Brussel Plaatselijke Besturen worden gevraagd.

De begunstigden moeten specifieke acties ondernemen om te waarborgen dat de pedagogische workshops zowel mannen als vrouwen ten goede komen, dat ze toegankelijk en aangepast zijn voor personen met een handicap en dat ze aangepast zijn aan de specifieke kenmerken van personen van vreemde afkomst.

De manier waarop aan deze vereisten wordt tegemoetgekomen moet toegelicht worden in een

activiteitenverslag dat bij de verantwoordingsstukken wordt gevoegd.

Voorstelling van de verantwoordingsstukken :

Alle kosten met betrekking tot de werkingsmiddelen moeten opgenomen worden in een recapitulatieve tabel die de verschillende uitgaven, chronologisch en genummerd, vermeldt. De uitgaven moeten plaatsvinden tijdens de periode van 1 januari 2021 tot 31 december 2021.

De recapitulatieve tabel wordt met een totaal afgesloten en dient gedateerd en getekend te worden door een persoon die bevoegd is om de begunstigde te binden.

Voor elke uitgave moet een kopie van de factuur worden verstrekt. Uit de facturen moet duidelijk blijken dat de kosten rechtstreeks verband houden met de betrokken doelstelling waarvoor de subsidie werd toegekend. Of om het anders te zeggen: elke factuur moet duidelijk in verband staan met het gesubsidieerde project.

De facturatedatum moet overeenstemmen met de subsidieperiode, met name de periode van 1 januari 2021 tot 31 december 2021, en de factuur moet aan de gemeente gericht zijn. Er moet tevens een betalingsbewijs worden toegevoegd (bankrekeninguittreksels of elke andere vorm van betalingsbewijs).

Indien een uitgave gesubsidieerd wordt door meerdere overheden, moet een uitsplitsing volgens subsidiërende overheid mee bezorgd worden.

De controle van deze stukken door de beherende administratieve dienst moet het mogelijk maken uit te maken of de vastgelegde uitgaven werkelijk plaatsvonden voor de verwezenlijking van de acties waarin deze overeenkomst voorziet.

Artikel 7 : Bezwaar

Indien na controle van de bewijsstukken het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken lager ligt dan het bedrag van de toegekende subsidie, zal de subsidie slechts uitbetaald worden ten belope van het bedrag van de aanvaarde bewijsstukken.

In ieder geval zal elke begunstigde, na de controle van het dossier van de bewijsstukken, een brief ontvangen waarin het definitief toegekende bedrag bevestigd wordt en waarin de begunstigde, binnen de 30 dagen, uitgenodigd wordt een schuldvordering met dit bedrag over te maken. Vanaf de ontvangst van deze brief heeft de begunstigde 15 dagen tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen.

De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.



Artikel 8: Verzending van de documenten

Alle kennisgevingen of mededelingen ingevolge onderhavige overeenkomst moeten op geldige wijze door de partijen naar de volgende adressen verzonden worden:

1. Voor het Gewest

de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel
Brussel Plaatselijke Besturen
Directie Gesubsidieerde initiatieven
plaatselijke-besturen@gob.brussels

2. Voor de begunstigde

College van Burgemeester en Schepenen van de de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek

Opgesteld te Brussel in twee exemplaren, op

Voor het **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**,

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen,



Bernard CLERFAYT

Voor de **gemeente** ,

de Burgemeester,

de gemeentesecretaris,

Mevrouw Catherine MOUREAUX

De Heer Jacques DE WINNE